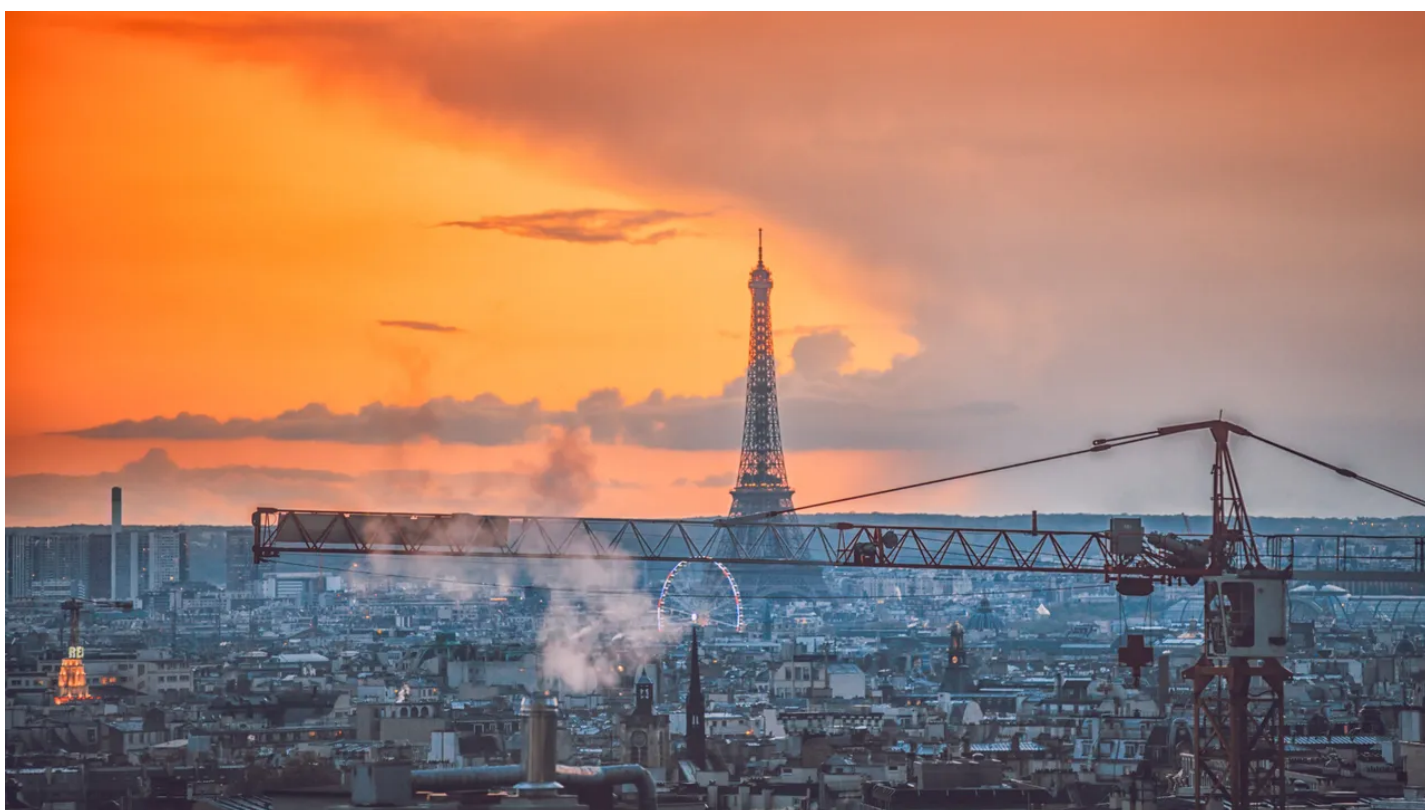




# Opinion | La crise montre l'urgence de réécrire le Grand Paris

La crise sanitaire due au coronavirus Covid-19 donne l'occasion de repenser le modèle de développement de la métropole du Grand Paris, estime l'administrateur territorial Michael Calais.



Par **Michael Calais** (administrateur territorial)

Publié le 15 mai 2020 à 10:03

A travers le prisme de la pandémie qui endeuille la France, **la crise due au coronavirus covid-19** souligne les facteurs de vulnérabilité du Grand Paris : saturation, congestion, pollution, inégalités, mal-logement, manque de nature...

Un nouveau paradigme de développement semble donc souhaitable pour la métropole parisienne, aussi bien dans l'intérêt local que dans l'intérêt national : décongestion, dédensification, décentralisation.

## Jeu de contrastes

Des maux dont le Grand Paris souffrait déjà, l'épidémie de la covid-19 a eu pour double effet de les atténuer en partie (respiration) et de les rendre plus saillants (accentuation).

**Respiration.** Celle de 10 % des Parisiens réinstallés dans d'autres territoires le temps du confinement selon l'Insee, peut-être parce qu'ils se disaient qu'il serait invivable là où ils vivent d'habitude. Celle des millions de poumons restants, qui ont profité d'un air moins pollué (-30 % d'émissions de dioxyde d'azote et de gaz carbonique selon Airparif). Des millions d'oreilles qui pour une fois ont entendu le chant des oiseaux plus nettement que le bruit des voitures (-60% à -90 % de nuisances sonores routières d'après Bruitparif).

Des millions d'yeux qui ont admiré une Seine plus lisse et un ciel plus clair que jamais, parce que l'incessant remous des bateaux a cessé et que la pollution atmosphérique s'est dissipée. Respiration, enfin, d'une large part des actifs franciliens, qui ont poursuivi l'essentiel de leurs activités professionnelles sans avoir à subir le stress et l'oppression des embouteillages ou des rames de métro bondées, grâce au télétravail.

**Accentuation, aussi.** Saillance du manque de nature, quand les quelques mètres carrés d'espaces verts par habitant sont maintenus fermés par l'Etat. Insuffisance des espaces

piétons (quelque cinq mètres carrés par habitant à Paris), qui rend très difficile le respect de la distance sanitaire d'un mètre entre les personnes. Circonstance dans laquelle, d'ailleurs, le port de masques barrière est justifié selon le **Haut Conseil à la Santé Publique**.

Aggravation du mal-logement, quand les nombreux habitats suroccupés que compte l'agglomération (**40 % de ceux recensés en France selon l'Insee**) deviennent des cellules de confinement. Empirement des inégalités quand la Seine Saint-Denis subit la deuxième plus forte surmortalité du pays **selon l'institut statistique**. Prégnance des problèmes de mobilités, quand les transports en commun sont limités à 15 % de leur fréquentation normale, alors qu'ils sont le deuxième mode de déplacement des métropolitains après la marche, que la pollution de l'air induit près de 6.600 décès supplémentaires par an selon la **Métropole du Grand Paris**, et que les automobilistes y perdent en moyenne 160 heures par an dans les bouchons selon le **TomTom index**.

A travers ce jeu de contrastes, la crise permet d'esquisser un nouveau triptyque pour l'urbanisme du Grand Paris.

## **Décongestion, dédensification, décentralisation**

Décongestion, d'abord. A la faveur du déconfinement progressif et dans la logique de «l'urbanisme tactique», la reconquête de l'espace public devrait se poursuivre au profit de la marche et du vélo, à l'instar des pistes cyclables transitoires de la Ville de Paris, et de celles déployées par certaines collectivités dans les territoires alentour. Des continuités végétales, piétonnes et cyclables devraient être développées à l'échelle métropolitaine, sur le modèle des coulées vertes Bastille - Bords de Marne et Malakoff - Massy. La congestion des transports devrait être réduite grâce à la normalisation du télétravail.

Dédensification, ensuite. Dans la fonction de la densité urbaine idéale, nous devrions repondérer le risque sanitaire qu'elle fait courir aux habitants, et introduire des effets de seuil, à partir desquels ses effets négatifs (hyperconcurrence, coûts de congestion, raréfaction de l'espace, poids des risques collectifs...) l'emportent sur ses effets positifs (efficacité écologique, marchabilité, économies d'échelle, effervescence...). Ce seuil est certainement dépassé dans le Grand Paris. Plutôt que de continuer à densifier, nous devrions d'abord optimiser les surfaces vacantes (occupations transitoires mixtes,

régulation du marché immobilier et locatif) et aérer, en programmant davantage de nature et de biens communs dans les projets urbains.

Décentralisation, enfin. Le Grand Paris polycentrique devrait se développer avec non pas une, mais des «villes du quart d'heure» (pour rendre l'idée du prospectiviste Carlos Moreno) reliées par les lignes du Grand Paris Express, polarisant des territoires attractifs à l'échelle humaine, rapprochant les lieux d'habitat des lieux de travail de tous les métropolitains. Au niveau régional devraient être préservés les grands équilibres entre les centres et les périphéries, entre les espaces urbains, industriels, agricoles et naturels. A l'échelle de la France, la désaturation de Paris contribuerait à une meilleure répartition des activités et de la population, au profit des villes moyennes et des communes rurales qui en ont tant besoin.

**Michael Calais** est administrateur territorial.